



**PRÉFET
DE LA LOIRE-
ATLANTIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la coordination
des politiques publiques et de l'appui territorial**

**Arrêté n° 2025/ICPE/222
portant levée des prescriptions de mesures d'urgence du 29 mars 2024 prises à l'encontre
de la société STATKRAFT RENOUVELABLES à Derval**

LE PREFET DE LA LOIRE ATLANTIQUE

Chevalier de la Légion d'honneur,
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, et en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-7, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1 et L. 514-5 ;

VU l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 26 août 2011 relatif aux installations de production d'électricité utilisant l'énergie mécanique du vent au sein d'une installation soumise à autorisation au titre de la rubrique 2980 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU le permis de construire accordé, le 20 décembre 2005, transféré le 7 juin 2006, à la SNC Energie Eolienne Derval, pour la construction d'un poste de livraison et d'un parc de 4 éoliennes sur le territoire de la commune de Derval ;

VU l'accusé de réception en date du 13 septembre 2012 valant bénéfice d'antériorité au décret n°2011-984 du 23 août 2011 créant la rubrique 2980 de la nomenclature des installations classées ;

VU le courrier de la société Statkraft Renouvelables en date du 3 mars 2023 informant du changement d'exploitant au bénéfice de la société Statkraft Renouvelables.

VU l'arrêté préfectoral du 29 mars 2024 mettant en demeure la société STATKRAFT RENOUVELABLES de prescriptions de mesures d'urgence prises à titre conservatoire suite à l'accident du 28 mars 2024 ;

VU le rapport d'incident transmis par l'exploitant du parc éolien de Derval du 16 mai 2025 sur l'incendie de l'éolienne E1 du 28 mars 2024, conformément à l'article R512-69 du Code de l'environnement et aux dispositions de l'arrêté n°2024/ICPE/113.

Considérant que le rapport répond aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté n°2024/ICPE/113 et que l'exploitant a satisfait par ailleurs aux autres dispositions ;

SUR proposition de la secrétaire générale de la préfecture de Loire-Atlantique,

ARRETE

Article 1 : Est abrogé l'arrêté préfectoral n° 2024/ICPE/113 du 29 mars 2024, par lequel la société STATKRAFT RENOUVELABLES – 148 avenue Jean Jaurès – 69007 LYON a été soumise à des prescriptions de mesures d'urgence suite à l'accident du 28 mars 2024.

Article 2 : La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet par l'exploitant :

- d'un recours administratif (gracieux auprès de son auteur ou hiérarchique auprès du Ministre chargé de l'environnement (246 Bd Saint-Germain, 75007 Paris), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou d'un recours hiérarchique suspend le délai de recours gracieux ;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nantes (6 allée de l'île Gloriette 44041 Nantes cedex), soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application « Télérecours citoyens » accessible à partir du site www.telerecours.fr

Article 3 : Le présent arrêté publié sur le site internet de la Préfecture de la Loire-Atlantique et une copie sera adressée au maire de la commune de Derval.

Article 4 : La secrétaire générale de la préfecture de Loire-Atlantique, le sous-préfet de l'arrondissement de Châteaubriant-Ancenis et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Châteaubriant-Ancenis, le 13 JUIN 2025

Le PRÉFET,
Pour le préfet et par délégation,
Le sous-préfet de Châteaubriant-Ancenis,

Marc MAKHLOUF

